



À l'attention de : Mmes, Mrs les Députés et Sénateurs

Paris, le 18 septembre 2024,

Objet : Financement audiovisuel public, attention danger

Mesdames, Messieurs,

C'est une bouteille jetée dans la Seine, alors que nos caméras et micros se retirent du Paris Olympique.

Une bouteille, un SOS, pour vous alerter, députés, sénateurs, futurs ministres, sur notre situation. La flamme olympique s'est éteinte et nos feux de détresse s'allument : **l'avenir de l'audiovisuel public est menacé.**

La suppression de la redevance sur l'autel «du pouvoir d'achat» actée en 2022, a considérablement affaibli nos entreprises. Aucune solution pérenne de financement ne lui a été substituée. L'affectation d'une fraction de la TVA, reconduite cette année ne pourra être renouvelée l'année prochaine sans passer par une nouvelle loi. Du provisoire. Nous en sommes là.

L'audiovisuel public, a mission de service public, il mérite mieux. Tout comme l'école, l'hôpital... Nous ne sauvons certes pas des vies, nous pensons pouvoir sauver des idées. Nos auditeurs, téléspectateurs et usagers de nos sites internet, méritent mieux que des projets faits à la hâte (éditions Ici) ou que des réformes ayant cruellement manqué de pertinence et de concertation avec les salariés et leurs représentants. Nous vivons dans l'injonction, constante, de devoir réaliser des économies (200 millions d'euros sur une base annuelle en 2028 pour FTV) qui empêche nos entreprises de construire des stratégies à moyen terme.

Le temps presse. Sans nouvelle loi sur notre financement, l'audiovisuel public serait soumis chaque année aux aléas des ajustements budgétaires du gouvernement et du parlement.

Finie l'indépendance de nos chaînes et de nos radios publiques. L'audiovisuel public pourrait devenir, lui aussi, une arme parfaite. Un outil de propagande.

Un financement pérenne, digne, c'est l'assurance d'une information indépendante vérifiée, non partisane. L'audiovisuel public doit, plus que jamais, être renforcé face à la « croisade civilisationnelle » des médias comme ceux que finance M. Bolloré, ou face au

projet titanesque de Pierre Edouard Stérin-Périclès, 150 millions d'euros sur dix ans pour promouvoir les valeurs de l'extrême droite.

Oui les valeurs de la démocratie sont attaquées. Nous avons un rôle à jouer dans leur sauvegarde.

Le traitement des élections législatives par le réseau France 3 et France Bleu en est l'illustration parfaite, avec, plus de 200 débats organisés sur nos antennes, le débat démocratique a eu lieu. Les lacunes, les obsessions identitaires et xénophobes des candidats RN, ont été exposées au grand jour.

C'est bien pour cela, aussi, que ce parti, veut nous privatiser.

Recul, temps long, réflexion contraire à la polémique, étayer les informations, apporter la contradiction, réfuter les discours : telles sont nos missions dans ce qui s'apparente à une guerre culturelle.

Vous le savez, les médias peuvent être une arme de diffusion massive. Ils sont, de facto, aussi un contre-pouvoir. Puissant, s'ils maintiennent leur indépendance et donc leur crédibilité dans la jungle des communications de tous ordres.

D'après les études de l'Arcom, 66 % des Français s'informent au moins une fois par jour avec la télévision, 51 % avec la radio, 49 % avec les moteurs de recherche, 47 % avec les réseaux sociaux, 34 % avec les journaux ou magazines.

Donnez-nous, les moyens d'y défendre le pluralisme et une éducation populaire de qualité.

Les représentants de la Cfdt des médias de service public restent à votre disposition pour vous présenter leurs propositions sur tous les enjeux de leurs entreprises.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée

Cfdt SNME

FTV : Yvonne Roehrig : yvonne.roehrig@francetv.fr
Radio France : Renaud DALMAR : renaud.dalmar@radiofrance.com
INA : Christophe BARBIER : cbarbier@ina.fr